



Journal de la Société des Océanistes

147 | 2018

La Kanaky Nouvelle-Calédonie a rendez-vous avec l'histoire

Destin commun ou destin rare : une table ronde sur la Nouvelle-Calédonie

(Un)Common destinies : a New Caledonia roundtable

Isabelle Leblic, Pierre-Yves Le Meur et Alexander Mawyer

Traducteur : Leah Pappas



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/jso/9581>

DOI : 10.4000/jso.9581

ISSN : 1760-7256

Éditeur

Société des océanistes

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2018

Pagination : 565-576

ISBN : 978-2-85430-136-6

ISSN : 0300-953x

Référence électronique

Isabelle Leblic, Pierre-Yves Le Meur et Alexander Mawyer, « Destin commun ou destin rare : une table ronde sur la Nouvelle-Calédonie », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 147 | 2018, mis en ligne le 15 décembre 2018, consulté le 15 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/jso/9581> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jso.9581>



Journal de la société des océanistes est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Destins (pas) communs : une table ronde sur la Nouvelle-Calédonie

(Un)Common destinies: a New Caledonia roundtable

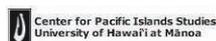


PHOTO 1. – David Chappell, Isabelle Leblic, Tate LeFevre et Pierre-Yves Le Meur lors de la conférence

Le 14 février 2017 s'est tenue à l'University of Hawai'i at Mānoa, à l'invitation d'Alexander Mawyer, une table ronde sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie réunissant plusieurs chercheurs spécialistes de la Nouvelle-Calédonie qui venaient de participer au colloque de l'ASAO à Kauai. Cet événement était le premier portant sur ce sujet et ce territoire aux USA¹. Les quatre conférenciers étaient :

- David Chappell (DC) est professeur d'histoire du Pacifique au département d'histoire de l'UH Mānoa (Hawai'i, USA). Il étudie et écrit sur la Kanaky/Nouvelle-Calédonie depuis trente ans. Son livre *The Kanak Awakening: The Rise of Nationalism in New Caledonia* (UH Press, 2013) a récemment été traduit et publié en français par les Presses de l'Université de Nouvelle-Calédonie [*Le réveil kanak. La montée du nationalisme en Nouvelle-Calédonie*, 2017].

- Isabelle Leblic (IL) est directrice de recherche au LACITO-CNRS à Villejuif (France). Elle travaille depuis près de 40 ans sur les sociétés kanak de Nouvelle-Calédonie, avec des sujets divers tels que l'anthropologie linguistique, les questions de savoirs et de pratiques écologiques traditionnels kanak, la structure



Please join us for the Spring 2017 Oceanic Anthropologies speaker series for:

(UN)COMMON DESTINIES: A NEW CALEDONIA ROUNDTABLE

Featuring:

David Chappell (UHM)
Isabelle Leblic (CNRS-LACITO)
Tate LeFevre (F&M)
Pierre-Yves Le Meur (IRD)

Tuesday, February 14th
3:00 pm – 4:30 pm

Location Tokioka Room (Moore Hall 319)

sociale, la parenté et l'adoption, le développement économique et l'identité, la politique de souveraineté suite aux accords de Matignon et de Nouméa.

- Tate LeFevre (TL) est professeur assistant d'anthropologie au Franklin and Marshall College (Lancaster, USA). Ses recherches récentes traitent de la façon dont les jeunes imaginent l'identité autochtone et les revendications culturelles et politiques de l'État sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie en tant que colonie française de peuplement français dans le Pacifique sud.

- Pierre-Yves Le Meur (PYLM) est anthropologue et directeur de recherche à l'IRD, Institut de recherche français pour le développement. Il est membre de l'unité mixte de recherche GRED – Gouvernance, risque, environnement développement – à Montpellier et travaille depuis plus d'une douzaine d'années sur la question foncière et plus largement sur la politique des ressources et des appartenances en Nouvelle-Calédonie. Il s'est notamment intéressé aux liens entre l'exploitation minière, la souveraineté et la valeur du lieu.

Alexander Mawyer (AM) : Je suis professeur ici, au Center of Pacific Island Studies, et l'un des organisa-

1. La table ronde a été filmée et a été retranscrite en anglais puis traduite en français par Leah Pappas, étudiante en linguistique d'Alexander Mawyer. Nous la remercions grandement de ce travail.

teurs de notre série de séminaires « Oceanic Anthropologies » qui vise à attirer l'attention sur la « laisse de mer » de l'anthropologie contemporaine, ses interfaces et réflexions émergentes et innovantes dans la région. C'est avec grand plaisir que je vous souhaite bienvenue à The School of Pacific and Asian Studies ici à l'University of Hawai'i at Mānoa. D'après David Chappell, notre collègue spécialiste de l'histoire du Pacifique, la table ronde d'aujourd'hui peut être considérée comme la première sur la Nouvelle-Calédonie à l'UH Mānoa et, donc, j'en suis presque sûr, aux États-Unis. Même si, sur le campus, nous avons eu de nombreuses occasions de discuter de l'histoire de Kanaky/Nouvelle-Calédonie, nous n'avons jamais réuni pour une table ronde quatre chercheurs spécialistes de la Nouvelle-Calédonie dont l'expertise présente d'intéressants points de convergence et de divergence. Bien que les histoires, les changements sociaux et politiques contemporains, tout comme les enchevêtrements culturels auxquels est confrontée la Nouvelle-Calédonie à l'aube du vote historique de novembre 2018 soient spécifiques au contexte de ce pays, les idées et les réflexions de nos conférenciers ne se limiteront pas à l'expérience récente de la Nouvelle-Calédonie ; elles peuvent résonner au-delà des rivages de Kanaky vers d'autres États et communautés des îles du Pacifique confrontés à leurs propres problèmes, rêves ou développements constitutionnels. Nous vous remercions de vous être joints à nous dans le cadre de cette série de conférences d'anthropologie océanienne coparrainée par The Center for Pacific Island Studies, le département d'anthropologie et le programme PIDP du East-West Center.

Alors que notre discussion dans cette table ronde aujourd'hui est largement concentrée sur l'histoire, les sociétés et les mouvements culturels et politiques des dernières décennies, nous avons pensé que, pour les étudiants présents dans la salle pour lesquels Kanaky ou la Nouvelle-Calédonie sont moins connues que les autres régions du Pacifique, il pourrait être utile de prendre un moment pour souligner certaines caractéristiques importantes de l'histoire de la Nouvelle-Calédonie.

Géographiquement située dans le Pacifique sud-ouest (voir carte sur photo), la Nouvelle-Calédonie se retrouve mêlée à l'expansion européenne avec le deuxième voyage de Cook en 1774. Dans les décennies suivantes, l'extraction du bois de santal, le passage des baleiniers et le *blackbirding* ont contribué aux développements politiques, sociaux et historiques de la première partie du XIX^e siècle en Nouvelle-Calédonie. Le contre-amiral Febvrier-Despointes prend possession de la Nouvelle-Calédonie en 1853 sous le règne de Napoléon III et l'idée d'en faire une colonie pénale fait rapidement son chemin : elle devient effective en 1864, avec la politique de transport et de relégation des condamnés que vous connaissez sans doute ailleurs dans la région. La situation politique se complexifie encore avec la découverte du nickel dans les années 1860 et le début de son extraction dans les années 1870. Les relations de plus en plus complexes

entre les communautés transportées (colons pénaux) ou immigrées (travailleurs forcés d'autres colonies et colons « libres » finalement peu nombreux) et les communautés kanak provoquent des révoltes, les principales en 1878 et en 1917. La colonisation de peuplement et son pendant, la mise en réserve des communautés kanak – déplacement et enfermement dans des espaces fonciers reculés et restreints et mise en place du régime disciplinaire de l'Indigénat, sur fond de déclin démographique kanak jusqu'aux années 1920 –, constituent l'héritage à partir duquel, et contre lequel, émergeront les débats et conflits politiques et culturels qui marqueront l'histoire de Kanaky/Nouvelle-Calédonie dans la seconde moitié du XX^e siècle et au-delà.

Nos conférenciers vont parler pendant 5 à 8 minutes, chacun sur leurs centres d'intérêts. Nous allons commencer notre rencontre débat avec Pierre-Yves Le Meur. Nous continuerons dans cet ordre : Isabelle Leblic, Tate LeFevre et nous concluons avec David Chappell. Merci beaucoup pour votre participation que j'espère active et animée !

Pierre-Yves Le Meur (PYLM) : Merci, Alex, pour la présentation. Je suis honoré d'avoir été invité à prendre la parole ici, d'autant plus du fait que c'est la première table ronde sur Kanaky/Nouvelle-Calédonie à Manoa. Je suis très heureux de faire partie de cette histoire. Je ne vais pas présenter ce que je fais sur l'exploitation minière en Nouvelle-Calédonie. Je voudrais me concentrer sur un aspect qui me frappe beaucoup. Au cours des deux dernières décennies, la Nouvelle-Calédonie s'est engagée dans un processus très original de décolonisation négociée avec les accords politiques de Matignon en 1988 et de Nouméa en 1998. Une des idées-clés de ces projets est celle de « destin commun ». C'est l'idée de rassembler toutes les communautés pour construire quelque chose de nouveau et de moins conflictuel qu'avant. En même temps, ce projet de « destin commun » fait face à des défis majeurs qui peuvent être exprimés en termes de désarticulations et de segmentarités. Je vais essayer d'en énumérer quelques-unes pour ouvrir la discussion.

Il y a une forte désarticulation historique dans la trajectoire de la colonisation de peuplement de la Nouvelle-Calédonie. Comme Alex l'a mentionné, le point de départ en a été l'importation de condamnés en tant que main-d'œuvre à la fin du XIX^e siècle. La colonisation libre a été un échec complet, ou presque. Conjugée au déclin démographique kanak (jusqu'à l'entre-deux-guerres) et à leur enfermement dans les réserves, cela a entraîné une pénurie de force de travail, très aiguë à l'époque, qui a été surmontée par l'importation de travailleurs provenant de différentes colonies comme l'Indochine ou l'Indonésie néerlandaise, les Nouvelles-Hébrides (devenues Vanuatu) et aussi du Japon.

La deuxième phase de cette colonisation de peuplement ne date en fait que des années 1960. Cette phase est plus généralement une phase de recolonisation du Pacifique par le gouvernement français.

Plus précisément, il y a eu une phase d'autonomie dans les années 1950 puis de recolonisation – le gouvernement français a repris le contrôle politique de ses propres territoires du Pacifique pour des raisons géopolitiques liées par exemple au nucléaire ou au nickel. Ainsi, cette forme de désarticulation historique est très différente de celle de l'Australie, par exemple, où l'importation de la main-d'œuvre pénale a été suivie sans solution de continuité par l'arrivée massive de colons libres.

Évidemment, l'histoire coloniale des Kanak est extrêmement complexe. Elle s'apparente tout d'abord à une sorte de génocide rampant, un génocide par « laisser faire », jusqu'aux années 1920. Les Kanak ont été enfermés dans des réserves, des espaces fonciers restreints situés dans des endroits isolés. Les clans ont été déplacés et ainsi de suite. Mais, ce qui est extrêmement intéressant, c'est qu'en même temps, on a la mise en place d'un véritable régime d'apartheid, avec en particulier la mise en œuvre du régime de l'Indigénat, régime disciplinaire très répressif visant le peuple kanak jusqu'en 1946. Ici, la désarticulation concerne, en particulier, la reconnaissance formelle des terres coutumières, qui ne survient qu'en 1959. Ainsi, la question de la codification des coutumes, qui a été une question récurrente pour l'administration coloniale dans différents territoires d'Afrique de l'Ouest, ne s'est pas posée en Nouvelle-Calédonie du fait de l'enfermement des Kanak dans ces réserves. L'administration coloniale française n'avait pas besoin de savoir ce qui s'y passait, il suffisait que l'ordre public soit maintenu par la chefferie administrative et la gendarmerie (« syndic des affaires indigènes »), ce qui rendait la codification des coutumes inutile. C'est une autre désarticulation historique et cette question a surgi beaucoup plus tard, c'est-à-dire aujourd'hui. Mais il ne s'agit pas d'une entreprise de codification, mais d'une volonté de la part des Kanak (ou de certains d'entre eux) de construire une nouvelle forme de légalité kanak. Son objectif est de définir des principes constitutionnels issus de la pensée et de la société kanak, principes qui pourraient servir ultérieurement de base à la construction d'un droit kanak. Cette question est donc d'actualité.

L'exploitation minière est bien sûr une dimension essentielle de l'histoire de la Nouvelle-Calédonie. L'extraction du nickel a commencé dans les années 1870 et c'était la principale ressource exploitée en Nouvelle-Calédonie. Mais, en même temps, l'exploitation minière n'est devenue une véritable ressource politique, un enjeu politique, que dans les années 1990, lorsque les partis kanak indépendantistes ont porté cette question sur le devant de la scène [le préalable minier qui a donné l'accord de Bercy] pour négocier le renouvellement de l'accord politique de décolonisation. On se trouve donc en présence d'une nouvelle forme de désarticulation historique et la situation actuelle est encore plus compliquée parce que les questions minières sont traversées de conflits impliquant les partis politiques et les multi-

nationales. Nous pouvons observer que nous avons une forme de nationalisme des ressources, portée par les partis politiques kanak, qui voit l'exploitation minière comme faisant partie intégrante du projet d'indépendance. En même temps, il y a de nombreux conflits locaux autour des ressources minières, de leur exploitation et de leur contrôle, qui ne sont pas nécessairement articulés à ce projet global. On observe à cet égard une logique souvent très segmentaire et localisée.

La tendance à la segmentarité politique est aussi liée à l'émergence des discours de défense des droits autochtones, générant deux tensions, entre nationalisme et autochtonie, et entre État et coutume. On observe aussi la montée de conflits internes dans les deux grands blocs politiques, indépendantiste et loyaliste. Il devient très difficile de reconnaître chacun des deux blocs.

Pour terminer, je voudrais livrer un sentiment personnel sur la situation actuelle, à savoir que vous avez ce projet de destin commun, mais en même temps, on a l'impression de flotter dans une sorte d'apesanteur politique. Depuis l'accord de Nouméa, les gens semblent se tenir dans une sorte d'attente indéfinie – ce n'est pas vrai partout, beaucoup de choses se passent en politique, par exemple, il y a de nombreux développements en termes de politiques publiques. Cependant, on observe une sorte de blocage des initiatives qui m'interroge et aussi m'inquiète un peu, parce que personne ne sait ce qui va arriver. Il y aura un référendum l'année prochaine et le rééquilibrage économique qui était l'une des clés de ces accords n'a pas complètement réussi. Il y a aussi une tendance à la segmentarité politique marquée par le caractère dispersé ou non systématique des propositions, qui touchent un point ou un autre, comme le cadastre coutumier ou le lien entre terre et citoyenneté, mais sans vision complète et cohérente de la question abordée, comme on le voit concernant le lien entre la terre et la citoyenneté. Il y a beaucoup de propositions, mais aucune n'est complètement cohérente ou complètement articulée. Je vous livre là mon point de vue personnel sur la situation actuelle. Au fond, je ne suis ni pessimiste ni optimiste. Je suis seulement curieux de voir ce qui se passera l'année prochaine.

AM : Merci beaucoup Pierre-Yves. Je pense que nous allons nous tourner vers chacun de nos collègues avant de discuter. Alors, Isabelle, que pensez-vous ?

Isabelle Leblic (II) : Je vous remercie aussi pour l'invitation à participer à ce débat.

Je travaille comme anthropologue sur les sociétés kanak depuis 1983 [sur différents thèmes (clans pêcheurs, savoir et savoir-faire, techniques, ethnosciences, parenté, adoption, citoyenneté et destin commun)] et j'ai écrit notamment un livre en 1993 sur le développement mis en œuvre par les Kanak [qui reprend toutes les politiques de développement mises en œuvre dans la deuxième moitié du xx^e siècle en parallèle aux divers statuts qu'a connus la Nouvelle-Calédonie sur cette période]. Je voudrais reve-

nir ici sur ce que j'ai écrit à cette époque parce que je pense que cela reste toujours d'actualité et que le même problème perdure depuis la fin du régime de l'Indigénat.

En 1946, lorsque les Kanak ont pu quitter les réserves – rappelons qu'avant ils n'avaient pas le droit d'en sortir –, ils ont pu obtenir la citoyenneté, la nationalité française et le droit de vote. Jusqu'en 1946 [et même 1956], ils constituaient la majorité absolue de la population. Ils sont restés le groupe le plus important jusqu'en 1963 mais ne représentent plus la moitié de la population et donc du corps électoral. Bien que majoritaires, ils n'ont pas suivi le processus de décolonisation proposé par de Gaulle car, à l'époque, ils voulaient rester français [car l'UC alors majoritaire a appelé à voter « oui » à la constitution et au statut de TOM]. Ils ont donc voté « oui » à la constitution et donc « non » à l'indépendance à 98 %². Mais, maintenant, ils ne sont plus majoritaires dans leur propre pays (depuis les années soixante) et il semble difficile que la population amenée à voter se prononce en faveur du « oui » lors du prochain référendum de 2018.

Dans l'accord de Nouméa, il est dit que l'on aura ce référendum, mais on n'a aucune garantie que l'on pourra arriver à l'indépendance, parce que le peuple kanak est minoritaire dans son propre pays depuis le milieu de la fin des années 1960, malgré les négociations sur le corps électoral pour cette votation. Dans l'accord, on parle aussi de rééquilibrer, de développement... Mais c'est toujours la même histoire. En la matière, on pourrait dire que chaque fois que les Kanak avancent d'un pas, ils reculent de deux. Je pense qu'aucun vrai rééquilibrage ne peut se faire parce qu'il y a toujours beaucoup d'immigration, et ce, même depuis l'accord de Nouméa en 1998 puisque la situation en Nouvelle-Calédonie est maintenant assez stable. Il n'y a plus de « lutte » [comme durant les Événements de 1984-1988], donc les gens viennent de France en Nouvelle-Calédonie parce que la situation est meilleure pour les Français en Nouvelle-Calédonie qu'en France. Nous n'avons pas de véritables statistiques pour comprendre l'état de l'immigration³, mais il est évident qu'il y a beaucoup d'immigration en Nouvelle-Calédonie. L'accord de Nouméa avait prévu de fixer l'électorat sans intégrer les nouveaux immigrants. Cependant, si les référendums à venir se terminent par des résultats négatifs en 2022, il n'y aura plus de corps électoral bloqué. Nous reviendrons à la situation passée d'avant les accords, et je pense vraiment que c'est toujours la même chose qui arrivera encore et encore.

Pour moi, c'est une chose très difficile, parce que je ne suis pas optimiste comme Pierre-Yves. Je pense que, dans l'accord de Nouméa, les Kanak et

les Caldoches – comme on appelle les Français qui étaient nés en Nouvelle-Calédonie – ont signé pour des raisons différentes. Ils voulaient faire la paix en Nouvelle-Calédonie, car avant, il y avait beaucoup de conflits. C'était la raison de l'accord, pour terminer ce processus, mais je pense qu'ils sont toujours sur deux lignes parallèles qui ne se croiseront jamais. Je pense qu'à la fin du processus, nous reviendrons au début de l'histoire, et cela risque d'être toujours comme cela entre la Nouvelle-Calédonie et la France. C'est mon point de vue et nous devons en discuter⁴.

AM : D'accord, merci beaucoup Isabelle. Alors passons à Tate Lefevre

Tate Lefevre (TL) : Je voudrais remercier encore une fois Alex pour l'invitation, ainsi que tous les départements et les institutions associés pour nous avoir accueillis. Je n'ai pas d'informations factuelles sur le point qui suit, mais comme vous le savez, les faits alternatifs sont de plus en plus acceptables... Je ne le considère même pas comme des faits alternatifs, et je pense que cela peut être la première table ronde sur la Nouvelle-Calédonie aux États-Unis. Donc c'est l'histoire qui est faite ici. J'en sens le poids.

Une fois cela dit, je pense que, malheureusement, je suis d'accord avec Isabelle. Je suis également plus pessimiste que Pierre-Yves, car, et c'est encore plus perturbant de ce point de vue, je travaille avec des jeunes. Je suis pessimiste sur le fait même de savoir si ce référendum aura lieu. Car, je pense que les partis loyalistes essaient de plus en plus de contrecarrer son organisation ou de changer la signification de sa tenue sans avoir une éruption de violence, surtout à cause de la situation des jeunes kanak. Je dirais que dans mon propre travail comme anthropologue formée en Amérique – et je heureuse d'être entourée de gens qui travaillent aussi en Nouvelle-Calédonie, cela ne m'est jamais arrivé –, le cadre analytique de mes recherches est le colonialisme, et ce qui rend la Nouvelle-Calédonie unique, c'est qu'après la fin de l'Algérie française, la Nouvelle-Calédonie a été la seule colonie française de peuplement. Isabelle a mentionné qu'il n'y a pas de bonnes données de recensement sur l'immigration. C'est parce que, dans les recensements, il est interdit de produire des données basées sur l'ethnicité et l'appartenance ethnique en France, parce que la France est une république une et indivisible dans laquelle tous les citoyens français sont supposés « égaux », indépendamment de leur appartenance ethnique ou religieuse. Je comprends ce principe, mais évidemment, c'est un gros problème quand on parle d'une colonie de peuplement.

En tant que peuple autochtone qui vit dans un régime colonial républicain français, les Kanak ont une histoire et des conflits avec la puissance coloniale très particuliers, comparés aux cas des peuples aborigènes

2. NDLR. – Lors du référendum du 28 septembre 1958 pour approuver la constitution de la 5^e République, les colonies françaises se prononçaient aussi pour ou contre la création de la communauté française : on reste dans la communauté ou on obtient l'indépendance et la Guinée fut la seule à en profiter. Il en fut de même en 1962.

3. NDLR. – Voir l'article de Jean-Louis Rallu dans ce volume.

4. NDLR. – Voir l'article de I. Leblic dans ce numéro.

australien ou hawaïien indigènes dans les régimes coloniaux anglo-saxons, où, malgré les dénis de droits et les tendances génocidaires de ces régimes coloniaux, il existe un sentiment que la différence (culturelle, religieuse) peut être associée à la revendication politique dans un certain contexte. Alors que, dans le contexte républicain français, la différence culturelle et la différence religieuse, du fait de l'idée de la laïcité, ne doivent absolument pas être liées au domaine politique. Ainsi, l'autochtonie – qui est dans un sens fondée sur l'existence d'un lien entre identité culturelle et identité politique – rencontre un contexte moins favorable dans un État colonial français républicain que dans un État colonial anglo-saxon.

Peut-être certains d'entre vous connaissent-ils le débat sur le burkini ou sur le voile dans les écoles secondaires qui est soutenu par l'idée que les symboles affichés de la différence religieuse dans la sphère publique menacent d'une certaine manière la cohésion civique. Cela ressemble à la façon dont certains discours sur les différences kanak sont traités en Nouvelle-Calédonie. Lorsque le drapeau kanak a été levé pour la première fois et a été officiellement reconnu par le gouvernement français en 2010, une grande partie de la population blanche ou non kanak de Nouvelle-Calédonie a protesté en disant que ce drapeau était raciste. Ils ont dit qu'un drapeau kanak ne devrait pas être utilisé pour représenter la Nouvelle-Calédonie en plus du drapeau français, car l'identité kanak est une identité ethnique, pas une identité politique. Vous voyez souvent des gens qui évitent d'utiliser le mot « Kanak » qui a une longue histoire. Mais « Kanak » – ce terme vient en réalité de Hawaï : « Kanaka » – a traversé un long processus où il était péjoratif ; puis il a été revendiqué comme une forme d'identité politique unifiée dans la période précédant les violences des années 1980, période connue comme les « Événements ». Mais, en Nouvelle-Calédonie aujourd'hui, lorsque vous entendez les gens parler des Kanak comme des Mélanésiens, cela implique presque toujours que l'identité Kanak n'est pas une identité politique : dire « les Mélanésiens de Nouvelle-Calédonie », c'est pour éviter d'utiliser « Kanak », qui fait référence au peuple autochtone de la Nouvelle-Calédonie, à un groupe qui a des droits particuliers là-bas.

Je travaille avec des gens pour qui la définition de la jeunesse est évidemment en train de changer. Ils ont au maximum 35 ans. C'est une génération que l'on appelle parfois la génération Matignon. Cela fait référence à l'accord de 1988 qui a mis fin à une période de violence. Ils n'ont donc aucune sorte de souvenir viscéral de cette période où l'identité culturelle et l'identité politique étaient étroitement et intensément entremêlées en Nouvelle-Calédonie. Il y a eu beaucoup de violence quotidienne et des moments de violence extrême, avant les accords, qui ont fini par retarder la question de l'indépendance. Mais cette génération a toujours eu le sentiment qu'un jour il y aurait un changement, en particulier après l'accord de Nouméa qui parle d'un destin commun.

Cette idée d'un avenir nouveau et radicalement différent est toujours à l'horizon des jeunes d'aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie. Comme elle ne cesse pas de reculer, les jeunes ont en général un formidable sentiment d'attente frustrée. Dans le contexte politique si particulier de la Nouvelle-Calédonie, il y a vraiment un sentiment que l'avenir espéré reste un horizon inatteignable.

Je vais évoquer un exemple qui est particulièrement poignant pour moi, datant de l'époque où j'ai fait des recherches pour ma thèse en 2009 jusqu'à fin 2010 : alors, la première date possible pour le référendum était 2014. Alors est apparu le graffiti « Kanaky 2014 », slogan d'un certain nombre de partis, surtout dans la ville de Nouméa. Il y avait un sentiment que 2014 serait une sorte de rupture historique. Bien sûr, il s'agissait surtout de jeunes qui n'avaient peut-être pas une bonne compréhension des spécificités de l'accord politique. Mais, pour un certain nombre de jeunes urbains au moins, et je dirais la plupart des Kanak, il y avait un sentiment qu'en 2014 quelque chose allait arriver.

Quand je suis revenue pour la première fois deux ans après une fois ma thèse finie et un emploi obtenu, c'était presque la fin de 2014 et il était déjà clair que rien n'allait arriver. Mais tous ces graffitis étaient encore partout dans Nouméa comme la trace triste d'un espoir d'un avenir jamais accompli. En regardant ces graffitis, on devait se dire :

« Oh, ça n'est pas arrivé et nous ne savons pas quand ça va arriver ».

Donc, ce qui se passe pour les jeunes – en même temps que ce formidable sentiment d'attente d'un changement qui n'arrive jamais –, c'est un discours répandu sur la crise de la jeunesse. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas des problèmes concernant les jeunes kanak, dont beaucoup sont similaires à ceux qu'on trouve dans n'importe quel contexte colonial où les jeunes autochtones ne peuvent pas s'intégrer dans les structures sociales, en particulier la jeunesse urbaine. Mais l'idée que les jeunes kanak sont des délinquants est quelque chose qui est avancé, non seulement par les anti-indépendantistes, mais aussi par les aînés kanak au Sénat coutumier. Bien que je pense que les effets concrets de ce discours ne sont pas intentionnels, les Kanak les plus âgés parlent de la jeunesse urbaine kanak comme n'ayant plus les signes d'une identité kanak réelle et authentique. Ils estiment que les jeunes ne respectent pas l'autorité coutumière comme ils le devraient.

Ainsi, les jeunes kanak sont délégitimés, d'un côté, en tant qu'acteurs culturels et, de l'autre, en tant qu'acteurs politiques. En lien avec les résultats des élections en France, le Front national peut obtenir plus de pouvoir. Le chef du Front national en Nouvelle-Calédonie a dit :

« Comment pouvons-nous avoir cette idée de destin commun ? Comment les Kanak peuvent-ils penser à l'indépendance quand ils ne peuvent pas contrôler leurs jeunes ? »

Donc, les jeunes en ce moment sont dans une période où domine le sentiment que quelque chose va arriver bientôt. Cela pourrait être terrible ou merveilleux. Mais, malheureusement, au vu de l'évolution actuelle, avec une population nombreuse de jeunes en colère qui se sentent aliénés de toutes parts, mon point de vue est très pessimiste.

AM : Merci, Tate. Et enfin, David Chappell.

David Chappell (DC) : Vous avez tous l'air pessimiste [des rires]. Il y a plein de raisons d'être pessimiste parce que c'est une situation très complexe et qu'il y a des répétitions de l'histoire. En ce moment, le dernier boom du nickel décline comme dans les années 1970. Les gens avaient besoin d'argent de la France pour les renflouer encore et encore. C'était aussi le cas quand la Nouvelle-Calédonie a été divisée, à la fin des années 1970 et dans les années 1980. Donc, il y a un danger sous la forme d'une sorte de bombe à retardement socioéconomique. Beaucoup de jeunes sont aliénés, notamment dans la communauté kanak. Certains de ces jeunes sont même des étudiants à l'université qui sortent, se saoulent et causent des problèmes afin de faire prendre conscience aux gens que :

« Nous sommes ici. Nous attendons. Qu'est-ce qui va se passer ? ».

Souvent, ils font simplement les idiots.

Certains Kanak sont chômeurs, parce que le système d'éducation en général est un système très scolaire et élitiste, qui n'aide pas les jeunes à s'insérer dans la société et le monde du travail. Vous avez également des *squatters* qui vivent autour de Nouméa. Vous avez des migrants du Vanuatu, de la Polynésie française, de Wallis-et-Futuna. Tous ces gens se font concurrence pour des emplois qui diminuent parce que le boom minier semble toucher à sa fin et que la France essaie de reprendre en main la gestion du pays. Il y a donc des raisons d'être pessimiste quant à l'aspect socioéconomique.

Par ailleurs, ce que je trouve intéressant, c'est que, politiquement, les choses changent. Même si je suis d'accord sur le fait qu'il y a un manque de dialogue et de préparation avant le référendum ; il y a simplement beaucoup de discussions, de polémiques et de tactiques alarmistes parce que les gens pensent : « Comment pouvons-nous leur donner l'indépendance ? C'est possible qu'ils manifestent et nous tuent ou fassent quelque chose de fou ». Je trouve qu'en fait, les anciens blocs politiques ne sont plus ce qu'ils étaient. La génération si polarisée qui a vécu pendant les années 1980 est en train de passer la main en termes d'activité et de politique et vous avez de nouvelles générations, la génération Matignon et celles intermédiaires. Ce que je trouve intéressant, en revenant à ce que Pierre-Yves a dit à propos des différences dans les blocs, c'est qu'elles deviennent plus apparentes. Par exemple, on a Calédonie ensemble qui est un parti loyaliste qui vote de façon non formelle avec les partis indépendantistes sur les questions sociales et économiques : ils préparent des

projets miniers si possible, s'occupent de fournir des logements abordables, toutes sortes de programmes à vocation sociale et économique. Il y a même des fonds français pour ces types de problèmes. S'ils combinent leurs voix au Congrès, Calédonie ensemble a autant de voix que l'Union calédonienne, le plus ancien parti indépendantiste. Ensemble, ils ont trente voix. Ensuite, il y a encore dix votes d'autres partis indépendantistes, et en face, les partis qui dominaient, comme les partis de Frogier et de Yanno, à présent plus petits, moins orientés vers les problèmes de redistribution sociale et plus orientés vers les affaires. Ils peuvent être mis en minorité avec 40 voix contre 14 dans ce genre de votes. Je trouve cela fascinant parce qu'il y a un intérêt commun qui est en train d'émerger. Il est tout à fait distinct de la rhétorique du référendum ; il s'occupe plutôt des questions sociales et fiscales.

Je vois en effet plus de coopération au Congrès à propos de certains types de problèmes. Parce que beaucoup de membres de Calédonie ensemble sont des Caldoches de souche, ils sont là depuis longtemps et ils ont un point de vue différent. Ils veulent construire une nation dans une nation, une nation dans la France et ils parlent de soutenir les idées de citoyenneté calédonienne, de restreindre l'emploi aux personnes qui sont nées au pays et de limiter le droit de vote pour les résidents de longue durée – au moins jusqu'à la fin de l'accord. Moi, je vois une sorte de « destin commun » qui émerge et certaines visions de ce qui pourrait arriver à la Nouvelle-Calédonie à l'intérieur ou à l'extérieur du cadre français. Même le Palika, qui est indépendantiste, propose une éventuelle souveraineté « en association » avec la France.

En fait, la France a transféré à la Nouvelle-Calédonie de plus en plus de compétences et de pouvoirs depuis l'accord de Nouméa. Nous arrivons presque au point où il ne reste que les pouvoirs régaliens à la France, mais ils sont même de plus en plus partagés, comme la police qui, en ce moment, est une compétence partagée. Ce n'est pas les gendarmes, mais la police locale. Les représentations dans le forum des îles du Pacifique sont également partagées ainsi que des segments du système éducatif. Il y a un éventail de pouvoirs autonomes qui a timidement été mis en place depuis la fin des années 1950 ou même depuis la fin des années 1970, mais cette fois, les accords précisent expressément que ces changements sont irréversibles. Car la Nouvelle-Calédonie a connu une période d'autonomie dans les années 1950 mais la France gaulliste a confisqué cette autonomie dans les années 1960. Théoriquement, cela n'arrivera pas cette fois.

En ce qui concerne le référendum, je suis d'accord avec Isabelle pour examiner les chiffres en termes de population d'électeurs. Malgré tous les efforts de l'Union calédonienne pour restreindre le nombre de votants, on peut prédire que l'indépendance sera rejetée par le référendum. Je ne lis pas l'avenir, mais je ne m'inquiète pas pour le référendum. Je pense qu'il y aura des négociations avant ou après le référendum. Même Yanno dit qu'ils devront négocier si le réf-

rendum n'arrive pas à être un non-vote pour l'indépendance. Alors, quoi ? Ils devront tous se réunir à nouveau et décider s'ils continuent avec le corps électoral restreint. Probablement pas. Ce sera difficile de continuer. Est-ce qu'ils changeront d'autres choses dans leurs relations – renégocier avec la France pour être presque autonome sans être souverains ? Ils sont très proches de ça en Nouvelle-Calédonie en ce moment. Il faudrait un juriste pour repérer les nombreuses séparations des compétences dans de nombreuses catégories d'activités gouvernementales en ce qui concerne l'autonomie de la Nouvelle-Calédonie.

Je pense que ces choses prennent du temps. Je soupçonne – et ce n'est qu'un soupçon fondé sur les conversations avec beaucoup de gens – que l'autonomie gouvernementale peut devenir une habitude et que, plus vous en avez, plus vous en voudrez au fil du temps. Le gros problème est la dépendance au nickel et les prix du nickel fluctuent. Comme le dit Pierre-Yves, il y a beaucoup d'histoires et de points de vue sur ce sujet. Je vois les progrès réalisés. Cela ne suffira pas à motiver un vote d'indépendance lors du référendum. Je doute sérieusement que cela arrive, mais franchement, j'éprouve un contentement personnel à voir Frogier, Yanno et ces gens se plaindre qu'ils sont tellement mis en minorité au Congrès. Ils courent à Paris en criant au loup quand certains Kanak se conduisent mal. Ils semblent si dépassés ; on dirait qu'ils sont revenus aux années 1980 et, en même temps, ils essaient encore d'effrayer les gens avec ces années d'Événements.

TL : Ce qui se passe à Saint-Louis ne s'apaise pas.

DC : Non, mais il n'y a qu'une poignée de personnes impliquées. C'est peut-être six ou dix personnes au maximum.

PYLM : Il y a des responsables à Saint-Louis dont le comportement est parfois irresponsable (ou alors ils sont dépassés par ce qui se passe). C'est une situation très particulière.

DC : Oui. D'un autre côté, les Kanak n'auraient jamais obtenu quoi que ce soit sans menace de manifestations, révoltes armées ou boycotts, les colons et les Français n'auraient jamais bougé sans cela.

PYLM : C'est la même chose dans l'arène minière avec la SLN qui repousse toujours les limites jusqu'à ce que les gens n'en puissent plus. C'est seulement lorsque le conflit surgit que la SLN commence à réagir. Ce mode de « gouvernance par le conflit » est très présent dans l'histoire de la Nouvelle-Calédonie, dans les mines comme en politique.

TL : Je pense qu'avec les jeunes, on ressent un sentiment très palpable de colère croissante et qu'il y a un schisme générationnel au sein des militants kanak indépendantistes. Vous avez la jeune génération qui arrive et qui a l'impression de ne pas être autorisée à entrer dans le domaine du pouvoir. Ils ne sont pas considérés comme des acteurs légitimes sauf lorsqu'ils sont reconnus dans le cadre des institutions existantes. Mon sentiment de pessimisme est plus lié

au grand fossé générationnel que je vois grandir dans la communauté kanak.

DC : Oui, sans doute. Chaque génération l'endure. Quand Tjibaou et ses compagnons sont arrivés, ils ont dit que Lenormand et tous ces gens ne les représentaient pas vraiment dans l'Union calédonienne... Maintenant, vous avez la jeune génération et on a l'impression que les gens qui sont depuis si longtemps dans ces partis, qui ont de bons salaires et siègent au Congrès ou dans les assemblées provinciales, ne font pas leur travail.

TL : Mais c'est que, maintenant, ils sont reconnus par le gouvernement français. Il y a le Sénat coutumier qui inscrit les autorités coutumières dans les institutions, elles ne lui sont plus étrangères.

DC : Oui c'est vrai. Et il y a eu beaucoup de concessions pour commencer à enseigner les langues kanak dans les écoles. Ils vont enseigner la culture kanak dans les écoles, après l'école primaire. Ils reconnaissent les Kanak de différentes façons, mais bien sûr du point de vue kanak – selon l'accord de Nouméa, vous pouvez aussi retourner à Nainville-Les-Roches en 1983 –, ils veulent être le centre de l'identité du pays tout en faisant une place aux autres, « victimes de l'histoire », les Caldoches. Ensuite, les colons disent qu'ils vont donner aux Kanak une place dans le pays aussi. Ils vont brandir les deux drapeaux parce que l'un (celui de Kanaky) est considéré comme un drapeau terroriste, alors que les Kanak disent que le drapeau tricolore français est colonisateur et impérialiste. La question des drapeaux a vraiment fait ressortir beaucoup de vieux sentiments, mais il se passe aussi des choses nouvelles.

TL : Oui, mais je pense qu'on doit revenir à Nainville-Les-Roches. Tout ce qui est dans l'accord de Nouméa était déjà là à Nainville, mais les Caldoches à l'époque ne voulaient pas signer la déclaration finale. Ce qui fait qu'on a perdu beaucoup de temps pour rien depuis 1983. Si seulement les loyalistes avaient voulu signer le communiqué négocié à Nainville-Les-Roches, qui reconnaissait le droit inné et actif des Kanak à l'indépendance, mais qui reconnaissait aussi les droits des victimes de l'histoire résidentes non kanak, ils auraient pu éviter la révolte kanak. C'est pourquoi je dis que je suis pessimiste. Ce sont toujours es mêmes histoires qui se répètent.

DC : Sauf que Lafleur a signé à Matignon et aussi à Nouméa. Il a refusé de signer à Nainville. Il n'avait pas le choix car avec Ouvéa, en 1988, il y avait eu trop de carnage.

TL : Tjibaou et Lafleur n'étaient pas à Matignon qu'à cause du combat [mené par les Kanak et la répression de l'État]. Et je ne pense pas que la nouvelle génération de politiciens ait la même ouverture que Tjibaou et Lafleur. Mais je pense que la poignée de main entre Tjibaou et Lafleur, la signature par Lafleur et Tjibaou des accords reposent sur une interprétation différente de l'avenir qui pourrait survenir au terme des accords et que, pour les anti-indépendantistes,

les Kanak pourraient être rejetés ensuite. Jean-Marie Tjibaou voulait l'amnistie pour tout le monde. C'est la première raison pour laquelle il a signé l'accord car il n'y a pas eu de négociation lorsque les otages ont été pris dans la grotte d'Ouvéa. Il y a eu une attaque militaire qui se termina par dix-neuf morts kanak, ce qui était très difficile pour tout le monde.

DC : Mais une autre chose qui est sortie des accords, c'est la création des provinces. Les Kanak dirigent deux des trois provinces, même si elles représentent moins de la moitié de la population. Le Sud veut obtenir plus de financement des revenus du nickel par exemple, parce que beaucoup de gens migrent au Sud, car c'est là où se trouvent les emplois. Dans un sens, vous avez Kanaky dans deux provinces sur trois.

PYLM : Les mouvements de population entre les provinces ne sont plus aussi nets actuellement. Beaucoup de gens déménagent au Nord. Là, les choses bougent et changent. Sans tomber dans un optimisme béat, mais, comme vous l'avez dit, je pense que nous devons reconnaître ce qui est nouveau et ce qui est irréversible du point de vue des accords.

DC : Oui, l'usine de traitement du Nord et le projet minier étaient perçus par les Kanak comme une occasion de construire une alternative au Sud, de prendre des emplois, mais ils sont entrés en conflit avec les syndicats, avec les sous-traitants et avec les autorités coutumières pour l'utilisation de la terre. Alors, les Kanak qui occupent des postes de direction doivent maintenant faire face aux autres Kanak qui les défient de diverses manières.

PYLM : Mais, d'une certaine manière, c'est normal.

DC : Oui, comme l'a dit Michel Rocard quand il était en Nouvelle-Calédonie, il y a plus de luttes sociales maintenant que de luttes ethniques. La lutte ethnique n'a pas disparu, mais il y a plus de divisions de classe qui se manifestent au sein des anciens blocs. Il a vu cela comme un progrès.

TL : Quelque chose d'intéressant que j'ai observé concernant notre discussion sur Tjibaou, c'est le changement de l'opinion à propos de Tjibaou de la même manière que certains républicains demandent pourquoi les manifestants de *Black Lives Matter* ne peuvent pas ressembler à Martin Luther King qu'ils voient, rétrospectivement, comme très respectueux. En Nouvelle-Calédonie, les loyalistes ou les membres de Calédonie ensemble – qui sont en ce moment les moins extrêmes des partis loyalistes – disent que les jeunes kanak devraient se souvenir de l'exemple de Jean-Marie Tjibaou. De plus, la citoyenneté dont parle Calédonie ensemble est une citoyenneté républicaine. C'est une nation dans une nation, mais cette nation est une nation républicaine française dans laquelle être calédonien, c'est la nouvelle manière locale d'être français.

DC : Pourtant, vous voyez dans le dernier recensement les données ethniques – ils refont donc un recensement ethnique après une interruption – que 17 % de la population dit, soit qu'elle est calédo-

nienne, soit qu'elle fait partie des communautés mixtes ou ne se reconnaît dans aucune communauté. Ce qui résulte des mariages et de l'émergence de points de vue intermédiaires, c'est que certaines de ces personnes pourraient s'être identifiées comme européennes, mais qu'elles le refusent. Il y a donc une tendance, encore embryonnaire, vers un retour à la vision de l'Union calédonienne des années 1950 qui pensait de manière identitaire au fait d'être calédonien. Ils considéreraient la Nouvelle-Calédonie comme un pays alors qu'elle n'était qu'autonome, ce qui est encore le cas aujourd'hui. Je me fais juste l'avocat du diable. En fait, je pense que vous avez raison sur beaucoup de points.

TL : Eh bien, la question du métissage est une question très intéressante et je pense que le métissage n'est pas un métissage culturel. Les gens disent qu'ils sont mélangés, mais ils ne sont mixés que sur le « plan racial ». Ça ne veut pas dire qu'ils le sont.

PYLM : Mais il y a une certaine rhétorique politique du métissage. Par exemple, on entend du côté anti-indépendantiste les gens dire qu'ils sont la « vraie Calédonie » car ils seraient les « vrais métis ».

TL : Oui, nous sommes tous calédoniens.

PYLM : La plupart des gens qui votent contre l'indépendance sont des descendants blancs de colons blancs, mais vous avez aussi des Asiatiques, d'origine vietnamienne ou indonésienne. La majorité d'entre eux sont de ce côté. Donc, ils affirment constituer une sorte de majorité multiculturelle. Le peuple kanak aurait selon eux un discours ethnique qui est en fait une inversion complète du discours du Front kanak qui est un discours d'identité politique. Être kanak, c'est vouloir faire partie d'une nation en émergence. Les différents usages du mot « métissage » sont très révélateurs de positionnements politiques contrastés.

DC : Je suis d'accord. La façon dont ils utilisent « le métissage » s'apparente à l'idée de « l'assimilation. » Je demande parfois aux gens à qui je parle en Nouvelle-Calédonie, les Caldoches : « Est-ce que vous pourriez devenir kanak ? ». Ils répondent : « Quoi ? Non, ils doivent devenir comme nous. ».

TL : C'est comme la citation connue de Tjibaou : « On partage seulement dans une direction ». Ce sont toujours les Kanak qui vont vers les Français et pas l'inverse.

DC : Mais l'autre chose que vous ne pouvez pas ignorer, c'est que 40 % de la population s'identifie comme Kanak. Au Congrès, ils ont 46 % des sièges et ils ont 5 personnes sur 11 dans le gouvernement qui dirige le pays. Donc, ils sont une minorité, ce qui est frustrant, mais ils sont une grande minorité. On ne peut pas les ignorer.

PYLM : Oui, c'est une situation complètement différente de celle des autres trajectoires de colonies de peuplement comme l'Australie ou le Canada.

DC : Imaginez si les Hawaïiens représentaient 46 % d'Hawaï, ou si les États-Unis étaient composés pour moitié d'Amérindiens...

TL : Mais c'est aussi un territoire de la République française.

PYLM : Oui, mais avec l'accord de Nouméa, on reconnaît les spécificités de la Nouvelle-Calédonie. On reconnaît que le peuple kanak est le peuple autochtone. Oui, nous sommes dans le système républicain français, on le voit aussi me semble-t-il dans l'écriture des accords politiques. Pourtant, je vois ce processus comme un progrès. C'est une première dans l'histoire de la colonisation et décolonisation française.

DC : La France est en train de décentraliser.

PYLM : Elle reconnaît la colonisation et elle essaie de négocier la décolonisation. Vous pouvez être pessimiste et je ne suis pas si optimiste, en fait, mais je pense qu'il y a un progrès dans cet accord.

IL : Oui, mais, malgré tout, il reste encore beaucoup d'inégalités en Nouvelle-Calédonie et, même, les inégalités augmentent. Les riches sont de plus en plus riches et les pauvres sont de plus en plus pauvres.

TL : C'est un problème global.

AM : Après cette heure de conversation extraordinairement dense avec de nombreuses trajectoires, remercions nos conférenciers. Et avec le temps qu'il nous reste, nous avons réservé un moment pour débattre avec la salle. Alors nous pouvons prendre des questions pour continuer.

Question (Q) : Je voudrais avoir un complément d'information sur le dernier point. Je ne connais pas grand chose de ce contexte, mais je suis curieux de voir si d'autres axes de contestation globale pourraient être pertinents dans cette situation, comme, par exemple, l'axe politique gauche-droite dans le contexte de la mondialisation et l'importance de l'économie politique métropolitaine. Je voudrais en savoir plus sur la politique de classe et sur la façon dont elle est en train de changer en ce moment, étant donné les choses importantes qui se passent localement avec le populisme, etc. Et, de même, j'aimerais en savoir plus sur l'identité de la jeunesse par rapport à la précarité et les aspects liés.

TL : Dans mon livre (à paraître), j'explore beaucoup ces intersections entre la précarité telle qu'elle est discutée dans un sens plus global en ce qu'elle a de spécifique à l'époque – c'est une précarité liée au néolibéralisme tardif – et le formidable sentiment de précarité permanente que vivent les jeunes en Nouvelle-Calédonie. Ils sont dans un état de précarité économique. Ils sont également dans un état de précarité totale en ce qui concerne le futur de la culture et de la politique. Pourtant, même si je ne pense pas que l'« optimisme total » à la manière dont Normand Berlin utilise l'expression soit une bonne chose, il y a un sentiment d'espoir, qui motive une grande partie

de la jeunesse, mais qui a continuellement échoué à se réaliser. Et peu importe que le référendum se passe ou non, je ne vois pas d'options qui permettraient de faire le bonheur de la plupart des jeunes. Comme il n'y a pas de voies assurées conduisant les jeunes à être considérés comme des acteurs politiques légitimes, je pense que les questions de précarité, d'augmentation de la violence et d'extrémisme, et de leurs effets, risquent d'être au premier plan.

IL : Et ce n'est pas sûr que les jeunes iront voter.

TL : Oui, ils ont abandonné cette voie. Ils supposent que cela ne va pas faire de différence parce que rien n'a jusqu'ici changé par le vote.

DC : Eh bien, les jeunes ont souvent ce sentiment à propos des générations plus âgées.

Q : Que diriez-vous du lien entre l'organisation du travail et la politique ? Quelles sont les intersections entre ces deux univers ?

DC : Il y a des syndicats très puissants en Nouvelle-Calédonie et il y en a plusieurs, très importants, qui sont liés à l'exploitation minière, aux emplois dans l'administration ou à d'autres types de projets industriels.

TL : Il y a beaucoup de grèves. C'est très français.

DC : Ils sont sérieux. Quand ils font grève [rire], les briseurs de grève ne peuvent pas entrer. Ils brûlent les pneus, bloquent l'endroit et la situation jusqu'à ce que quelqu'un négocie. Et d'ailleurs, c'est vrai en France aussi. C'est tout à fait français, tout comme d'avoir beaucoup de partis politiques, c'est aussi français. Ensuite, vous ajoutez le mélange de classes sociales et de groupes ethniques.

IL : L'un des syndicats importants en Nouvelle-Calédonie est né avec des idéaux d'indépendance, l'USTKE, l'Union syndicale des travailleurs kanak et exploités. À sa création, l'USTKE faisait partie du FLNKS, Front de libération national kanak et socialiste, et est devenu très puissant dans toutes sortes d'activités en Nouvelle-Calédonie. Maintenant, ce syndicat a une place très particulière, car il est souvent contre tout⁵. Il se bat toujours contre les provinces kanak où les Kanak sont majoritaires.

PYLM : Eh bien, c'est intéressant parce que ce syndicat est dirigé par un homme d'affaires important, ce qui est déjà un problème, et en plus, il a créé un parti politique [le Parti travailliste] qui est organiquement lié à l'USTKE. La frontière entre politique et syndicalisme est donc brouillée. Ce parti a aussi des liens avec les autorités néo-coutumières comme le Sénat coutumier. Il y a donc toutes ces connexions qui rendent extrêmement difficile l'identification de ce qui relève du politique, de la coutume et du syndicalisme. Ce qui est intéressant à observer dans la province Nord, par exemple, c'est de voir un discours sur les droits des autochtones mobilisé contre un gouvernement provincial dirigé par les Kanak. De ce point de vue, on pourrait avancer que l'autochtonie est une catégo-

5. NDLR. – Aujourd'hui, l'USTKE est, tout comme son petit-frère le Parti travailliste né en son sein, contre la participation au référendum du 4 novembre.

rie « vide », au sens où elle se construit comme argumentaire politique en fonction du contexte.

IL : Mais l'USTKE a signé les accords de Matignon (en tant que membre du FLNKS) mais pas de Nouméa et, en ce moment, il y a un comité de suivi en France. Ils participent néanmoins aux comités de suivi bien qu'ils rejettent l'accord. Ils contestent tout.

DC : Vous avez également le phénomène de droite et de gauche auquel vous avez fait référence, c'est-à-dire qu'à l'intérieur du FLNKS, le Front kanak, par exemple, vous avez le PALIKA qui est orienté vers la gauche et le socialisme. Ensuite, vous avez l'Union calédonienne qui est basée sur les chefs et les Églises. Je simplifie à l'excès.

IL : Eh bien, plus maintenant, la perspective a considérablement changé. Parce que maintenant le PALIKA gère une grande partie de la politique kanak en Nouvelle-Calédonie par son investissement dans les institutions...

DC : Dans la province Nord...

IL : Et l'Union calédonienne est maintenant beaucoup plus basique [en s'appuyant sur la base militante]. Elle a complètement changé.

DC : Oui, l'UC était le plus grand parti kanak, mais ils n'ont plus de base de ressources. Tandis que le PALIKA contrôle la province Nord et l'exploitation minière là-bas. Dans la province des Îles, c'est un mélange des deux. Ensuite, dans la province Sud, on parle de la plus grande tribu kanak et des migrants des autres provinces qui y travaillent. Beaucoup de membres de la DUS [Dynamique unitaire du Sud] étaient au PALIKA. Maintenant, ils sont plus UC, car l'UC a contesté de la façon la plus véhémente les listes électorales par exemple. Ils ont également publié un numéro intéressant de leur journal de parti [*L'Avenir*] dans lequel ils parlaient de la viabilité économique de l'indépendance. Je pense qu'il était très bien argumenté et étayé par des statistiques qui montraient que la Nouvelle-Calédonie payait déjà 80 % de ses dépenses. Donc l'UC est beaucoup plus grosse que le PALIKA, mais elle n'a pas la base de ressources économiques que les partis loyalistes ont.

PYLM : Je suis d'accord. C'est pourquoi il est très intéressant d'observer la politique minière. Le projet du Nord, qui fait partie du projet d'indépendance, est contrôlé plus ou moins par le PALIKA qui gouverne la province Nord. Maintenant, l'UC (du moins un certain courant de l'UC) essaie de construire une association concurrente pour avoir accès aux droits miniers, etc., et c'est extrêmement conflictuel.

IL : Le projet minier du Nord était porté au départ par Jean-Marie Tjibaou qui était UC.

PYLM : Oui, je sais, mais la façon dont l'UC agit en ce moment, c'est une façon d'essayer de prendre le contrôle des nouvelles petites sociétés minières kanak [face au projet minier de la province Nord].

DC : Les controverses autour du contrôle du secteur minier expliquent pourquoi l'exécutif gouvernemen-

tal n'a pu être constitué que quatorze mois après les dernières élections, et l'UC veut le portefeuille de la mine. D'ailleurs, à Thio, dans cette région de la côte Est, ils veulent contrôler les projets miniers pour équilibrer le pouvoir du PALIKA (plus que pour faire face aux loyalistes semble-t-il).

Q : J'ai une question sur les détails techniques du référendum, mais aussi sur les liens avec d'éventuelles dynamiques politiques. Lorsque j'ai lu l'accord de Nouméa il y a des années, je me souviens qu'il dit en fait que si le premier référendum pour l'indépendance est rejeté, il devrait y en avoir un autre. Il devrait y avoir trois référendums et l'indépendance doit être rejetée dans les trois pour que le pays ne devienne pas indépendant. Est-ce que ça va se passer ainsi ? Je pense que c'est une dynamique vraiment intéressante parce que si, par exemple, le Brexit avait eu un deuxième référendum, cela aurait pu se passer différemment. Si l'élection en novembre avait eu un deuxième tour, les résultats auraient pu être différents. Si le Tokelau avait organisé un troisième référendum, il aurait probablement la liberté d'association avec la Nouvelle-Zélande. Je me demande comment cette procédure va jouer.

DC : Eh bien, c'est une chose intéressante à évoquer. [En cas de vote non], 60 % des membres du Congrès doivent se prononcer pour la tenue d'un deuxième référendum pour qu'il ait lieu. S'ils le demandent et que le non l'emporte de nouveau, la dernière étape est un peu vague [un 3^e référendum est prévu]. Fondamentalement, il faut avoir une majorité [1/3 des élus] au Congrès en faveur d'un troisième scrutin.

TL : C'est pourquoi les jeunes sont parfois perplexes, au-delà du manque d'intérêt à lire un long document qui est vraiment compliqué.

DC : Vous pouvez le comprendre : on leur a promis leur propre pays, Kanaky, et le reste du Pacifique était en train de décoloniser. Ils ont réinscrit la Nouvelle-Calédonie sur la liste du comité de décolonisation de l'ONU. Ils ont fait des présentations au *Melanesian Spearhead Group*, dont Victor Tutugoro du FLNKS est président. Ce groupe a été créé en tant qu'association régionale pour soutenir l'indépendance des Kanak. Ils ne cessent pas de dire : « Allez-y, prenez-vous en main ». Mais le vrai problème est qu'il n'y a pas assez de discussion, parce que la seule fois qu'ils ont discuté c'est quand la France a quasiment kidnappé les dirigeants et les a emmenés dans un endroit isolé pour arriver à une résolution rapide [la discussion à Matignon en juin 1988].

Q : Je suis curieux de savoir si le mélange Kanaky-Français de la Nouvelle-Calédonie l'isole du reste du Pacifique, ses voisins, le Vanuatu, Fidji, la Nouvelle-Guinée. Ce sont essentiellement des pays anglophones en termes de colonisation. Je me demande si cela aura un effet sur la possibilité d'indépendance du fait de la difficulté de la Nouvelle-Calédonie à communiquer avec ses plus proches voisins.

IL : Je pense qu'il y a beaucoup de liens entre les Kanak et les autres insulaires du Pacifique. Yann Célény Uregei, qui est mort il y a quelques années, a été le premier à traverser le Pacifique et à se rendre à l'ONU pour populariser la revendication kanak d'indépendance. Je ne pense pas qu'ils soient si isolés. Les pays voisins ont toujours eu beaucoup de contacts individuels avec Yann Célény Uregei, Jean-Marie Tjibaou, Déwé Gorodé... Beaucoup de gens se déplacent dans tout le Pacifique et ailleurs.

TL : J'étais en Nouvelle-Calédonie pendant le festival des Arts mélanésien et je voyageais avec une « pirogue », un de ces groupes composés de gens de tous les pays mélanésien qui étaient représentés au festival. Il y avait un groupe avec lequel j'avais noué des liens d'amitié tout au long de mon travail sur le terrain et auquel j'étais donc bien intégrée. Ils ne pouvaient parler avec personne parce qu'ils ne parlaient aucune forme de langue créole basée sur l'anglais. Il y avait quelques personnes du Vanuatu francophone avec qui ils pouvaient parler, mais sinon, il n'y avait que deux personnes qui faisaient partie de la pirogue, des bénévoles qui dirigeaient le festival, qui étaient Kanak et qui pouvaient parler un peu anglais. Mais l'une des choses les plus mémorables pour moi était quand nous étions à Koné pour le festival d'ouverture. Il y a eu ces grandes pièces pyrotechniques, elles étaient très françaises de plusieurs façons, mais il y avait des gens de PNG qui disaient : « Ce n'est pas mélanésien. Les Kanak ne sont plus mélanésien. » Et j'ai pensé : « Non, ils le sont. Attendez ».

Cela s'est amélioré un peu parce que j'étais dans la pirogue qui est allée aux îles Loyauté. Nous sommes allés aux trois grandes cases à Lifou et ils ont eu une petite cérémonie, la coutume, dans laquelle il y avait un échange. Il était alors intéressant de voir que les gens qui n'avaient pas pu parler avec les Kanak commençaient à changer d'avis sur le fait de savoir si les Kanak étaient mélanésien ou pas. Il y avait un moment où nous étions à Ouvéa – le groupe avait une chanson à succès intitulée *Le cinq mai* à propos de ce massacre [dix-neuf Kanak assassinés le 5 mai 1988]. C'est une chanson très optimiste même si elle évoque un massacre. Le nom du groupe est *Extrême* ; il venait de l'extrême-nord. Il voulait aller au tombeau des dix-neuf jeunes hommes d'Ouvéa qui sont morts pendant et suite à l'assaut de la grotte où étaient retenus les otages en 1988. Et j'ai traduit l'histoire aux représentants anglophones. Les gens de PNG ont été très émus par l'histoire, car – et je pense que cela arrive à beaucoup de touristes en Nouvelle-Calédonie –, il est assez facile d'y arriver et de ne pas savoir qu'il y a un mouvement indépendantiste ou qu'il y a des tensions. Si vous ne parlez pas français, il y a beaucoup de choses qui vous restent cachées. Les routes sont superbes. La Nouvelle-Calédonie a des d'excellentes infrastructures. Elle semble être un endroit riche et idéal si vous venez des îles Salomon rurales.

Q : J'ai une question sur l'utilisation des langues kanak et leur rôle dans l'identité autochtone et le mouvement d'indépendance.

TL : Parce qu'il n'y a pas de créole, la *lingua franca*, sans jeu de mot, est le français. C'est intéressant parce qu'il n'y a pas de *Tok Pisin*, par exemple, qui est « notre langue ». Son statut est différent de l'anglais car que c'est la langue de la PNG en tant que nation. Ça n'existe pas en Nouvelle-Calédonie. Il y a vingt-huit langues kanak qui sont encore parlées.

PYLM : Mais il y avait un créole.

TL : Le Tayo.

PYLM : À Saint-Louis.

IL : Seulement à Saint-Louis.

PYLM : Le Tayo est un cas très particulier car Saint-Louis était ce qu'on appelle une réduction missionnaire. Ont été regroupés autour de la mission des Kanak qui venaient de toute la Nouvelle-Calédonie. Ils provenaient de toutes les parties de l'île et parlaient des langues différentes.

TL : Et c'est un haut lieu de violence. En ce moment, ils bloquent les routes et ils ont tiré sur la police.

PYLM : Il y a eu un début de pidgin dans la première moitié du XIX^e siècle sur la côte Est de la Nouvelle-Calédonie en raison du contact avec les santaliens et les baleiniers anglophones.

TL : [À Saint-Louis] c'était comme une collection de personnes qui ont été amenées là et qui ne parlaient pas la même langue kanak.

DC : La ségrégation, les différentes réserves pour les différentes tribus – sauf si vous avez une situation particulière comme à Saint-Louis –, je pense que tout cela a été un frein au développement d'un pidgin, parce que les Kanak ne pouvaient pas quitter les réserves à moins d'aller travailler ou quelque chose comme ça. Puis, tout à coup, après 1946, ils ont pu partir et ils ont immédiatement visité de nombreux sites sacrés qu'ils connaissaient grâce à leurs traditions orales. Ils n'avaient pas été capables de le faire pendant presque cent ans. Peut-être que cela a inhibé le développement d'un pidgin. Dans le mouvement indépendantiste kanak, ils parlent français parce qu'ils viennent de différents groupes linguistiques dans le pays.

IL : Oui mais, traditionnellement, les Kanak parlaient plusieurs langues parce qu'il y avait des mariages entre les différentes régions et tout le monde enseignait à ses enfants les deux langues des parents [celle du père qui est celle où grandit l'enfant et celle de la mère qui vient habiter avec son mari]. Ce n'est plus forcément le cas parce que les enfants vont à l'école où ils apprennent le français. Mais il y a beaucoup de communication malgré les différentes langues quand même.

TL : Vous avez aussi des jeunes Kanak urbains de deuxième ou troisième génération. Ce n'est pas un groupe important, mais il y a des jeunes qui ne parlent pas bien leur langue maternelle. Ils ont seulement une compréhension passive. La question de

la langue a rendu la tâche très difficile lorsqu'ils ont essayé d'établir un nouvel hymne national, parce qu'il y avait des débats sur le choix de la langue à utiliser. Le Nengone [langue de Maré] a fini par être la langue dans laquelle ils l'ont fait [mais tout n'est pas en nengone, il y a majoritairement du français].

IL : Quand j'étais en Nouvelle-Calédonie en 1983, les jeunes ne parlaient pas leur langue. Quand je suis revenu vingt ans plus tard et qu'ils étaient adultes, ils la parlaient. Je pense que c'est un rite de passage. Lorsqu'ils sont à l'école et parlent français, ils comprennent leurs parents qui parlent les langues kanak, mais ils ne les parlent pas. Ensuite, ils grandissent et ils doivent transmettre. De ce point de vue, je suis optimiste.

TL : En fait, en termes de linguistique et de préservation de la langue, c'est en fait quelque chose pour lequel je suis optimiste. Ça va très bien.

AM : Est-ce que l'Académie des langues kanak joue un rôle important dans la formation de l'identité d'une communauté pan-kanak ou dans le contexte de la communauté kanak ? Comme dans beaucoup de situations postcoloniales et coloniales françaises, l'académie des langues a été créée il y a quelques années et elle est de plus en plus active dans les écoles. Cela joue-t-il un rôle dans le maintien ou la production du sentiment d'être kanak ou d'être membre d'une communauté kanak particulière ?

DC : Ça fait partie de la validation de l'identité kanak en tant que « culture », même si le terme kanak, comme l'a mentionné Tate, vient d'un terme pidgin qui était effectivement utilisé sur les navires et ensuite sur les plantations. Il a ensuite été transformé en un terme français principalement péjoratif (*canaque*) mais a été réévalué dans les années 1970 par les nationalistes kanak eux-mêmes. Être Kanak suggère que vous faites partie d'un groupe plus important qui est encore en train de former Kanaky. Il y a beaucoup de groupes différents ici et c'est la raison pour laquelle cela m'intéresse. Quand j'ai fait mes recherches sur le mouvement nationaliste, le mouvement indépendantiste était au début multiethnique. Il y avait aussi des Français nés localement et même des Asiatiques comme les Vietnamiens, qui faisaient partie des Foulards rouges et qui étaient des pionniers dans le mouvement indépendantiste. C'est la polarisation du milieu à la fin des années 1970 qui a rendu le mouvement indépendantiste plus kanak et c'est pourquoi il a la connotation qu'il a pour beaucoup de loyalistes. Et ils ont tendance à rejeter l'invitation à faire partie de Kanaky. Pour eux, c'est un terme trop piégé

depuis les années 1980, alors que c'était l'idée derrière le terme, car elle symbolisait l'ensemble des groupes locaux, y compris les détenus, qui étaient colonisés.

Q : Je me demande si vous pourriez parler des affiliations politiques des populations locales non européennes et non mélanésiennes de Kanaky/Nouvelle-Calédonie, en pensant vraiment aux personnes d'origine indochinoise, algérienne ou polynésienne qui sont en Nouvelle-Calédonie et qui ont une marge d'action limitée en termes politiques, de pouvoir et de prise de parole sur les changements pour l'avenir.

DC : Ce sont des groupes dont le vote peut osciller, mais la majorité, pour des raisons économiques je pense, vote généralement loyaliste. Être citoyen français, c'est ce qui leur permet d'être en Nouvelle-Calédonie. Mais il y a aussi des générations qui se sont succédées. On a Aloisio Sako, chef d'un petit parti wallisien [Rassemblement démocratique océanien - RDO] qui est l'un des membres officiels du FLNKS, le front nationaliste. Ce groupe n'est pas aussi grand que ceux qui votent souvent pour les loyalistes pour des raisons économiques. Et d'autres groupes non kanak sont actifs dans les syndicats, tandis que le directeur de la compagnie minière de la province Nord est d'origine vietnamienne.

PYLM : Oui, je pense qu'il y a aussi eu de la part des *leaders* politiques caldoches une stratégie de clientélisation des Wallisiens et Futuniens en particulier⁶ – comme de certains chefs kanak du Sud de la Nouvelle-Calédonie – et c'est une difficulté pour les indépendantistes de les attirer dans leur camp tout comme les Asiatiques. Les Kanak indépendantistes représentent environ 40-45 % du corps électoral. Donc, si les Wallisiens et les Futuniens choisissaient de se revendiquer comme insulaires du Pacifique à l'instar des Kanak, les deux groupes deviendraient ensemble majoritaires, mais ce n'est pas du tout la tendance actuelle. Ceci dit, cela peut changer, on ne sait jamais.

TL : C'est un point intéressant. Il est aussi intéressant de voir que les confettis de l'empire français accueillent des gens qui ont dû quitter les autres endroits où ils vivaient [pour cause de décolonisation]. Donc beaucoup de gens haut placés dans les partis loyalistes sont des Pieds noirs [personnes qui ont quitté l'Algérie à l'indépendance]. Dans le même sens que les Pieds noirs, vous avez aussi des personnes qui ont quitté le Vanuatu après l'indépendance.

AM : Merci encore pour cette conversation extraordinaire et pour nous avoir accompagnés cet après-midi.

6. NDLR. – On pense par exemple aux milices RPCR durant les Événements de 1984-1985 composées de nombreux Wallisiens.